

PS



L'Unité 35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine

Chers Amis,

Le 13 novembre, notre République a été à nouveau attaquée par les terroristes de Daech. Face à cette violence, la suspension de la campagne électorale s'imposait. Je tiens à vous remercier sincèrement d'avoir respecté ce moment de deuil national.

Nous sommes en deuil, mais aussi unis, déterminés à rester debout et à défendre ce que le fanatisme a voulu assassiner : les symboles de notre liberté, de notre solidarité, de la culture et du mélange. Ces symboles sont le socle de notre devise républicaine, le fondement de nos valeurs, la force de notre société lorsqu'elle se présente sous son plus beau visage : festive, cosmopolite, curieuse, vivante. Nous ne céderons pas aux divisions, nous ne plierons pas sous les appels de la haine. Notre cohésion sera toujours la plus puissante de nos armes pour vivre ensemble, en sécurité.

Vous trouverez ci-contre les mesures concrètes annoncées par le Président de la République, lors du Congrès de Versailles, en réponse à la barbarie qui a frappé les institutions de notre République.

Par ailleurs, je vous informe que notre campagne pour les élections régionales reste suspendue jusqu'au mardi 24 novembre 2015, tant dans ses actions que dans sa communication. Les quatre meetings départementaux prévus les 22 novembre à Pontivy, 27 novembre à Liffré, 30 novembre à Lamballe et 3 décembre à Brest, sont annulés. Jean-Yves Le Drian réunira ses co-listiers dimanche afin de décider des modalités à mettre en œuvre pour la suite de la campagne.

Je vous demande également de pas entrer dans les polémiques politiques, notamment sur les réseaux sociaux, afin de respecter ce moment indispensable d'unité nationale.

Soucieux de répondre à vos questionnements, j'ai fait part aux secrétaires de section de ma disponibilité et de celle du bureau fédéral pour rencontrer les militants dans les prochains jours.

Le Président de la République, le gouvernement et sa majorité ont besoin de notre soutien pour défendre les valeurs qui fondent notre nation. Je sais pouvoir compter sur chacune et chacun d'entre vous.

Christophe Fouillère,
Premier Secrétaire fédéral

Ces attentats ont été commandités en Syrie, planifiés en Belgique et ont frappé la France. Ce week-end, le monde entier s'est associé à l'émotion des Français, parce que la France est un peuple libre qui parle au monde à travers ses valeurs universelles.

Dès vendredi soir, le Président de la République a pris les décisions appropriées face à cet acte de guerre : état d'urgence, l'armée et les forces de sécurité intérieure mobilisées au plus haut niveau de leurs possibilités, rétablissement du contrôle aux frontières, rencontre avec les responsables des formations politiques, réunion du Parlement en congrès. « **Ce que nous défendons, c'est notre patrie, mais c'est bien plus que cela. Ce sont les valeurs d'humanité et la France saura prendre ses responsabilités** », un message de François Hollande appelant à l'unité de la Nation dans cette guerre internationale.

Le gouvernement a mis en œuvre la déclaration de François Hollande : « **La France sera impitoyable à l'égard des barbares de Daech** ». Manuel Valls, Premier ministre, a rappelé que notre pays a été « **souvent à l'avant-garde pour agir contre le terrorisme** », comme au Mali. « **Baisser la garde, ne pas répliquer, ne pas combattre, ne pas mener cette guerre, ce serait reculer, et donner cette victoire à cette organisation terroriste** ».

Dans la nuit de dimanche à lundi, les forces armées aériennes françaises ont frappé les infrastructures opérationnelles tenues par Daech. Les objectifs visés ont été atteints.

En termes d'actions intérieures, Bernard Cazeneuve a souligné que la République n'a pas attendu car « **la menace n'est pas nouvelle** » : 6 attentats déjoués ou évités depuis le printemps 2015, déchéances de nationalité prononcées, arrêtés d'expulsion pris à l'encontre d'étrangers liés à la mouvance djihadiste. Les procédures de dissolution d'associations culturelles occupant des lieux de cultes radicalisés et faisant l'apologie de la violence « **sont d'ores et déjà en cours** ». Et la République a riposté avec le cadre juridique instauré par l'état d'urgence : 104 assignations à résidence, 168 perquisitions administratives dans 19 départements. Le ministre de l'Intérieur a déclaré : « **Ce n'est qu'un début. Ces actions vont se poursuivre. La riposte de la République sera d'ampleur. Elle sera totale** ».

François Hollande devant les parlementaires réunis en congrès : « **Le terrorisme ne détruira pas la République française car c'est la République qui le détruira** ».

Accéder au discours de François Hollande au Congrès : <http://www.elysee.fr/videos/discours-du-president-de-la-republique-devant-le-parlement-reuni-en-congres-2/> via @elysee

Le projet de loi d'état d'urgence pour trois mois adapté à l'évolution des technologies et des menaces sera soumis au vote de l'Assemblée nationale et du Sénat cette semaine. Le Président de la République souhaite faire évoluer la Constitution « **pour permettre aux pouvoirs publics d'agir, conformément à l'état de droit, contre le terrorisme de guerre** ». La Constitution doit offrir un « **outil approprié pour fonder la prise de mesures exceptionnelles pour une certaine durée sans recourir à l'état d'urgence et sans compromettre l'exercice des libertés publiques** ». François Hollande a souligné la nécessité de préserver les libertés publiques, de ne pas abîmer la déclaration des droits de l'homme, de se battre pour que l'on puisse continuer à vivre dans un Etat de droit.

Il a par ailleurs appelé l'Union européenne à approuver avant la fin de l'année 2015, le fichier européen des passagers aériens (PNR) pour « **assurer la traçabilité du retour des djihadistes et les interpeller** » et promis que la France porterait ces exigences, vendredi à Bruxelles, lors de la réunion des ministres de l'Intérieur, convoquée à la demande de Paris.

Le président François Hollande a désigné le groupe Etat islamique comme ennemi prioritaire en Syrie : « **En Syrie, nous cherchons inlassablement une solution politique dans laquelle Bachar al-Assad ne peut constituer l'issue, mais notre ennemi en Syrie, c'est Daech** ». « **La communauté internationale est encore trop divisée et trop incohérente. La France le dit depuis le début du conflit** ».

Invoquant la clause de solidarité de l'Union européenne en cas d'attaque contre l'un de ses membres, François Hollande a demandé le pacte de sécurité que l'Union européenne a validée ce jour. Il rencontrera Barack Obama et Vladimir Poutine pour aborder « **la création d'une seule et unique coalition** ». Il a demandé au conseil de sécurité de l'ONU de se réunir pour adopter une résolution marquant la volonté commune de lutter contre le terrorisme.

François Hollande a annoncé plusieurs mesures concernant le nombre de postes des forces de sécurité :

- aucune diminution des effectifs de l'armée jusqu'en 2019 ;
- 5 000 emplois de policiers et de gendarmes seront créés d'ici deux ans ;
- 2 500 postes supplémentaires pour la justice (avec notamment des surveillants de prison) ;
- 1 000 postes pour les douanes ;
- davantage de moyens aux enquêteurs et aux magistrats pour lutter contre les trafics d'armes.

L'Union européenne a accepté les incidences budgétaires de ces mesures, le pacte de sécurité l'emportant sur le pacte de stabilité.